



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/Au-fil-des-jours,327>

Au fil des jours

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2001 - N° 1008 - mars 2001 -

Date de mise en ligne : dimanche 4 décembre 2005

Date de parution : mars 2001

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Sacré Ernest-Antoine !

Ce cher baron Ernest-Antoine Seillière, président du Medef, héritier de la famille Wendel, est, entre autres choses, patron de la holding Taitbout-Antibes NV (contrôlée par le groupe Alpha et Marine-Wendel) malheureusement actionnaire à 50,5% du groupe aérien français constitué par AOM et Air Liberté (Swissair possédant les 49,5% restant). Or ce groupe qui voulait tailler des croupières à Air France bat sérieusement de l'aile... Ses pertes avoisineraient 3 milliards de francs malgré la recapitalisation de 1,99 milliards effectuée en décembre dernier par Taitbout-Antibes-NV et Swissair. Un plan drastique de réduction des coûts (les 7.000 salariés du groupe ont compris ce que ça veut dire !) a été annoncé le 5 février et tout laisse penser que le groupe va être rapidement démembré.

Ernest-Antoine, qui passe son temps à reprocher au gouvernement de « gérer l'économie en dépit du bon sens », essaie par tous les moyens de montrer qu'il n'est pas responsable de cette mauvaise gestion de ses affaires personnelles. Cela fait effectivement désordre. Alors qu'il avait jusqu'ici proclamé qu'il était le premier actionnaire d'AOM-Air Liberté avec plus de 50% des parts, le baron prétend maintenant n'en être actionnaire qu'à 25% et se scandalise : « C'est une opération étrange, a-t-il déclaré au Monde, que celle de nous donner une responsabilité dans le dossier AOM-Air Liberté. Notre investissement a été juste un placement financier et, s'étonne la holding qu'il contrôle depuis quand un actionnaire est-il responsable des pertes des sociétés qu'il possède ? » Ben voyons ! Pourtant Ernest-Antoine a pris des précautions... à l'instar de nombreux autres groupes français (ci-devant entreprises citoyennes), comme, par exemple, Aventis, Pinault-Printemps-Redoute, Alcatel, etc. il a choisi de domicilier... aux Pays-Bas plusieurs de ses sociétés et notamment Taitbout-Antibes parce que les obligations fiscales, juridiques et boursières y sont des plus réduites : le taux de l'impôt sur les sociétés est d'à peine 15% contre 33 ou 40% dans les autres pays européens, les stock-options ne sont soumises à aucune taxation et le droit néerlandais sur les sociétés est pratiquement inexistant (les entreprises ne sont pas tenues de donner un objet social ni de publier leurs comptes, la description de leur actionnariat est sommaire, les OPA sont impraticables et la responsabilité des actionnaires peut rarement être engagée).

Et alors ? C'est ça la refondation sociale...

Suppressions d'emplois

" Afin de réduire ses coûts, l'entreprise américaine Motorola va supprimer 4.000 emplois dans sa division semi-conducteurs [1].

" Le fabricant d'équipements automobiles américain Dana a annoncé la fermeture de 11 sites industriels dans le monde et la suppression de près de 10.000 emplois, soit 13% de ses effectifs [2].

" Prudential, le numéro un britannique de l'assurance-vie va supprimer au cours des douze prochains mois 2.000 emplois dans ses équipes de vente en Grande Bretagne [2].

" En Belgique, afin de s'adapter au commerce électronique, l'opérateur de télécommunications Belgacom s'apprête à supprimer 4.000 emplois sur un effectif de 19.000 tandis que, pour renforcer sa compétitivité, l'électricien Electrabel,

détenu par Suez Lyonnaise, annonce la suppression de 1.700 emplois sur un total de 15.235 [3].

" Nortel Network vient d'annoncer la suppression de 11% de ses effectifs, soit 10.000 emplois [4].

" Le constructeur de microordinateurs Dell, qui, en 2.000, avait augmenté ses profits de 24% (équivalent à plus de 15 milliards de francs) supprime 1.700 emplois parce que sa croissance ne dépassera pas cette année 28% [4].

Efficace, le nouveau président des é-U !

à peine investi, le nouveau président des États-Unis, Georges W.Bush a décrété le dimanche 21 janvier journée nationale de prière et d'action de grâce... et que toutes les décisions prises par son prédécesseur avant son départ, non encore publiées au journal officiel américain ou pas encore appliquées, seraient bloquées en attendant d'être revues. Celles dont la mise en oeuvre a été décidée seront suspendues pendant 60 jours. Ces mesures concernent, entre autres, la protection médicale des personnes âgées, la santé, l'autorisation de la pilule du lendemain, l'environnement... Dans la foulée, n'oubliant pas que sa famille a fait fortune dans le pétrole, il a décidé d'ouvrir rapidement aux forages pétroliers le Parc national de l'Arctique, en Alaska, refuge des caribous et des ours polaires [5].

3.210 francs par seconde

C'est, selon les calculs des journaux britanniques et des associations de consommateurs, ce qu'a gagné l'an dernier la compagnie pétrolière anglaise BP Amoco qui devient ainsi la première entreprise à avoir engrangé le plus grand bénéfice enregistré à ce jour par une entreprise britannique [6].

Le comble, c'est que l'essence britannique est la plus chère d'Europe !

Devant la grogne des consommateurs, un député travailliste a déposé un projet de loi créant une taxe sur ces profits inattendus mais T.Blair (le modèle du "socialisme moderne" a aussitôt fait savoir que le gouvernement ne prendrait aucune décision fondée sur des éléments liés au court terme.

[1] Le Monde, 11-12 février 2001.

[2] Le Monde, 15 février 2001.

[3] Le Monde, 7 février 2001.

[4] Le Monde, 17 février 2001.

[5] Le Monde, 24 janvier 2001.

[6] Le Monde, 15 février 2001.